

Communiqué conjoint DIAGAU / BDP-MODWOAM :



Invitation à une rencontre ce 22 septembre 2012 à Paris des “diasporas gabonaises libres”

La diaspora gabonaise d'opposition est plurielle. Elle n'est ni un parti politique, ni une société de pensée unique et aucun groupe ne peut, sous de faux prétextes, confisquer ses finalités ou son expression. Elle se doit de toujours privilégier le consensus et la transparence démocratique les plus larges. Une diaspora unie, libre, démocratique et de large consensus ne peut, dès lors, se construire sur la base de financements occultes, de mystères, de meetings secrets jamais annoncés, de mensonges, de manipulations et de tentatives inavouées d'inféoder les Gabonais qui s'expriment politiquement à ceux-là mêmes qui participent ou ont participé au dépeçage quadragénaire du Gabon.

C'est pour offrir à la diaspora plurielle un cadre de rassemblement et de dialogue plus flexible, plus démocratique, plus transparent et plus ouvert, que les membres de la Diaspora Gabonaise Unie (DIAGAU) se sont, en exemple d'ouverture, associés aux membres du mouvement “Bongo Doit Partir - Modwoam” (BDP-Modwoam) pour proposer la création, ce 22 septembre 2012 à Paris, d'une coalition des “diasporas gabonaises libres”, donc un cadre à même de permettre, promouvoir et défendre l'expression libre et plurielle des Gabonais qui partagent la même vision du combat pour un changement immédiat, radical et durable au Gabon.

Les diasporas gabonaises, en tant qu'élites nationales expatriées, ont leur mot à dire dans le devenir du Gabon. Elles ne peuvent donc s'exclure d'aucun débat, qu'il soit politique, culturel, économique ou social. Qu'elles s'y engagent au titre particulier de groupes constitués autour de finalités diverses ou au titre de finalités communes, l'impératif d'un travail transparent, moral et exemplaire s'impose à tous, sans quoi l'élite expatriée ne saurait prétendre aux postures moralisatrices qui lui permettent de se poser en donneuse de leçons à ceux qui ont, pendant 45 ans, meurtri notre Peuple.

Or, sur ce plan, les enjeux sont énormes. En effet, après 42 ans d'échec d'une politique patrimoniale et népotique, les Gabonaises et les Gabonais ont cru, dans leur grande majorité, que le scrutin présidentiel anticipé du 30 août 2009 constituerait pour eux l'occasion de s'exprimer enfin librement au cours d'une élection qu'ils voulaient libre et régulière. Cet espoir fut à nouveau déçu. Le coup d'Etat électoral perpétré le 3 septembre 2009 leur rappela, hélas, que, bien loin d'être un Etat souverain, c'est-à-dire libre et indépendant, le Gabon était toujours un artefact de dictature, dont la pérennité tenait non seulement à la soif de pouvoir des Bongo et du régime Bongo-PDG, mais aussi au soutien explicite et implicite de l'ancienne puissance coloniale française, soutien qui s'exacerba encore plus sous le Président sortant Nicolas Sarkozy ainsi que

grâce à la collusion des intérêts mafieux d'agents internes et externes qui jouissent au Gabon de priviléges considérables depuis plus d'un demi-siècle de supposée indépendance. Dès lors, le pouvoir illégitime au Gabon n'a cessé de verser dans l'autoritarisme permanent et d'opter pour une politique tant incohérente sur la forme que dangereuse sur le fond, avec pour conséquence une situation de dégradation accélérée des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles du pays. L'imposture, la manipulation et la répression aveugle de toute velléité de contestation de cet état de fait sont désormais la règle au Gabon, comme en témoigne la violence policière qui a causé la mort de la compatriote Elisabeth Nwanda lors de la marche pacifique du 15 août 2012 à Libreville.

Que faire face à une telle situation et où sont les tâches et rôles des démocrates et patriotes gabonais ? Quel rôle pour les Gabonaises et les Gabonais désireux d'apporter leur contribution à un changement profond au Gabon, tantôt ensemble et tantôt chacun là où il se trouve et là où il le peut ? Et quel rôle les diasporas gabonaises libres peuvent-elles jouer dans le débat du changement et du développement immédiats au Gabon ? C'est également afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions que DIAGAU (société civile) et le BDP-Modwoam (structure politique) invitent toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans les objectifs ici postulés à se retrouver démocratiquement le samedi 22 septembre à Paris en vue de poser les bases d'une Charte de coopération entre non seulement les membres agissants de la diaspora, mais aussi les structures diasporiques existantes (ou à créer pour l'occasion), en vue de consolider le capital d'idées et d'initiatives à même de susciter le changement immédiat et durable au Gabon.

Les membres de DIAGAU et du BDP-Modwoam estiment, en effet, que les initiatives qui concernent le Gabon et qui impliquent les diasporas gabonaises libres agissant seules ou en collaboration avec la société civile et politique ne peuvent être préfacées par des attitudes qui assujettissent ces initiatives à des circonstances non clairement définies, des finalités détournées et des financements opaques que l'on cacherait aux uns et révélerait aux autres comme si on avait la ferme intention de manipuler. Ce sont justement ces méthodes dignes du bongoïsme le plus abject -- précipitation, improvisation, bâclage, opacité, manipulation -- qui finissent toujours par installer la suspicion, la méfiance et la division dans des initiatives fédératrices que, pourtant, tous les Gabonais de la diaspora ainsi que ceux du pays appellent de tous leurs voeux. C'est dans ce cadre que DIAGAU, dans sa publication du 4 juillet 2012, appelait les Gabonais à s'avancer vers une 3^e voie et à éviter de se faire "manipuler par des acteurs politiques dont les vues ne sont guidées que par l'ambition personnelle et par des ego démesurés".

Face à l'extrême gravité de la situation dans notre pays, DIAGAU et le BDP-Modwoam appellent au rassemblement à Paris ce 22 septembre des "diasporas gabonaises libres", toutes celles et tous ceux qui comprennent l'impératif de l'unité des citoyens autour d'objectifs clairs, inclusifs et transparents en vue du changement immédiat et durable au Gabon.

Fait le 01/09/2012

Pour DIAGAU,
le Secrétaire Général, Mag Egomaïgué

Pour le BDP-MODWOAM,
le Secrétaire Exécutif, Aymar Ibondzy-Pandzou

INFORMATIONS PRATIQUES

OBJECTIFS DU MEETING: 1) - Mise en place et lancement d'une coalition des "diasporas gabonaises libres" ; 2) - Adoption de la Charte unitaire ; 3) - Adoption d'un plan d'initiatives transparentes et porteuses à même de précipiter le changement immédiat et durable au Gabon.

DATE ET HEURE DE LA RENCONTRE: Samedi 22 septembre 2012, de 9h00 à 12h30

LIEU DE LA RENCONTRE:

Dans le 20ème Arrondissement de Paris
Auberge de Jeunesse d'Artagnan
80, Rue Vitrue
75020 Paris

Accès : Métro Maraîchers (ligne 9), Porte de Bagnolet (ligne 3), Alexandre Dumas (ligne 2) ; Bus Pyrénées-bagnolet (24, 64, 76)

PROGRAMME DE LA RENCONTRE: Un site internet avec plus de détails et fournissant le programme détaillé du meeting sera mis en place sur cette adresse Web dans quelques jours <http://www.diasporaslibres.org>

QUI PEUT PARTICIPER? Tout Gabonais (ou tout groupe organisé de Gabonais) partageant l'idéologie d'un changement inconditionnel, immédiat et durable au Gabon. Tout ici est transparent, libre, flexible, démocratique. Pourvu que vous ne soyez ni un bongoïste ni un pédégiste car nous nous réclamons de la diaspora libre de l'opposition.

COMMENT PARTICIPER? Il suffit d'envoyer un message email à *inscriptions@diasporaslibres.org* pour s'inscrire. Fournissez simplement, pour les personnes individuelles, vos noms et prénoms et informations de contact (email, téléphone, etc.) et si vous souhaitez un temps de parole, et pour les groupes organisés, le nombre de représentants de votre groupe ainsi que leurs noms et prénoms (chaque groupe organisé jouit d'un seul temps de parole). Les temps de parole, notamment lors des interventions d'ouverture des travaux, seront établis équitablement en fonction des intervenants. Dès votre inscription, vous serez contacté et associé si nécessaire aux travaux préparatoires de la réunion. A cet effet, les inscriptions des personnes et groupes organisés souhaitant faire une déclaration devront s'inscrire au plus tard le 15 septembre 2012.

QUI FINANCE? "Nous-mêmes nous-mêmes" avec nos petites sommes d'argent des "Mapanes" et la force de nos convictions. Nous achetons nous-mêmes nos billets d'avion, de train, de bus pour nous rendre à Paris et nous payons nous-mêmes nos chambres d'hôtel. Nous ne proposons pas non plus de l'argent aux membres pour les convaincre de participer à nos réunions. Si vous voulez aider et contribuer financièrement à ce projet comme nous, ce sera un geste bien apprécié. Même si vous ne venez pas, vous pouvez aider. Contactez *contributions@diasporaslibres.org* si vous voulez nous envoyer "un petit quelque chose".

QUI EST ORGANISATEUR? Nous tous. Les membres de DIAGAU et du BDP-Modwoam ne sont qu'initiateurs du projet. Mais cette rencontre des "diasporas gabonaises libres" nous appartient à tous. En toute transparence. Aucun financement opaque, aucune manipulation, aucun mystère, aucune finalité douteuse, aucune corruption des corps et des esprits. Juste nos convictions. Dès que vous devenez membre, vous devenez organisateur et décideur et êtes, donc, informé de tout. Libre à vous d'apporter ce que vous pouvez comme propositions, là où vous le pouvez.

CONTACT: Pour toutes questions, veuillez vous adresser à contact@diasporaslibres.org ou consulter notre site <http://www.diasporaslibres.org>.